

À Villebon, durant les ans 3 à 7 de la République Française une et indivisible (1794-1799)

Que se passe-t-il à Vilbon, ainsi écrit pendant les années de la Révolution Française ? Les déboires de la marquise Claude Gabrielle de Pracomtal sont connus. Soupçonnée d'émigration en 1790, alors domiciliée rue Dominique à Paris, elle était partie sans sauf-conduit. Arrêtée après le décret d'avril 1792, elle explique qu'elle s'était rendue au chevet d'un grand-père mourant à Blenheim, près de Strasbourg ; alors que son fils, 22 ans, voyageait «dans différents pays d'Europe pour perfectionner son éducation, accompagné de son instituteur». Jugée par le directoire départemental en 1792, elle est rétablie dans ses droits (arrêté du 14 vendémiaire an III, 5 octobre 1794).

Le curé Denis Leblanc, caché hors du presbytère des Casseaux, rouvre l'église en janvier 1797. Apparaît un «chef du parti catholique à Vilbon», Jacques Christophe Guigue, prêtre de 40 ans, qui semble être originaire des Hautes-Alpes.

Le village est peuplé de très nombreux cultivateurs (71 %), de journaliers ou vignerons et de quelques artisans. L'instituteur est en 1797 Augustin Etienne François Carbonnier, 26 ans.

Le Directoire cantonal de Palaiseau dirige la nouvelle administration. Certains responsables habitent Villebon comme François Joseph Reydy, secrétaire en chef, décédé à 50 ans le 4 vendémiaire an V (25 septembre 1796).



Les volontaires aux armées, ou vétérans

En 1790, l'armée française est très affaiblie par l'émigration des nobles. Les municipalités sont chargées de recruter des personnes entre 18 et 40 ans, domiciliées localement. Ils reviennent dès 1795. Ce sont Denis Vincent, Gaspard Chartier, mais aussi Nicolas Saint Maxent, résident à Paris Cité rue Glatigny. Ou encore Nicolas Milet, 27 ans, décédé le 3 nivôse an V (23 décembre 1796) à Villiers.

Les soldats

François Masson, «soldat aux armées de la République», est absent le 22 prairial an IV (10 juin 1795) à la naissance de Jean Louis, dont la mère est

son épouse Marie Mousset. Jacques Blin est mort en «défenseur de la République» à l'hôpital militaire de Nantes, le 25 brumaire an IV (16 novembre 1795).

À Rennes, en janvier 1795, Hoche réprime de violentes émeutes provoquées par la disette. Philippe Armand et Marie Louise Poulain, vignerons à Villiers, apprennent en mars 1796 la mort de leur fils Claude Augustin Lamant, du 3^{ème} Bataillon Compagnie Dupont. Entré à l'hôpital de l'Humanité à Rennes le 5 brumaire an IV (27 octobre 1795), il y est décédé le 9 frimaire (30 novembre 1795). Il n'avait pas 24 ans.

Jean Louis Poirier, canonnier, est amené mort à l'hôpital de la Marine de Brest le 13 nivôse an VI (21 janvier 1798), note l'agent municipal François Joseph Lacorne le 30 fructidor an VI (16 sept 1798). Il était

probablement engagé sur les navires de la flotte française. Fils de Pierre Poirier et Marguerite Petit, il avait 28 ans.

Pierre Martin Lamant, vigneron, «aux frontières à la défense de la patrie» en 1794, en est revenu sauf puisqu'il comparait avec sa femme Françoise Robin le 20 décembre 1798 à la naissance de Marie Adelaïde.



Le couple Gueullette

Le journalier Jean Baptiste Blein et sa femme Marie Catherine Mottu ont une fille Marie Catherine le 2 nivose an IV (23 décembre 1795). Les témoins bourgeois parisiens attirent l'attention : Catherine Berardy et son mari Antoine Nicolas Gueullette, 40 ans, commissaire au Châtelet (1782-91). Il fut un des 48 responsables de la justice parisienne, pour le quartier Saint Antoine, vivant rue des deux écus, section du Contrat Social, à deux pas du Châtelet. En 1789, il était Electeur, un citoyen suffisamment riche pour avoir le droit de vote. Le lien entre ces Villebonnais et ces Parisiens n'est pas connu. Par contre, il est clair entre les anciens seigneurs et des familles qui prénomment leurs enfants Eléonore ou Agathe, ceux des enfants de la Marquise : par exemple Agathe Jaquier, fille de Jean René et Marie Louise Constance Larmier, au pavillon de la Roche.

L'Incendie des Casseaux

En mars 1795, selon Marius Denigot, le hameau est ravagé par le feu et les habitants sont secourus grâce à la solidarité des villages environnants. Faut-il y voir un effet de la crise frumentaire ? Le 21 mars 1795, une émeute populaire à Paris réclamait du pain... L'incendie a provoqué un espace resté vide sur les rives de l'Yvette pendant longtemps. Est-ce une raison de la vogue du prénom Geneviève, les habitants exprimant un désir de protection ? 20% des filles nées entre 1795 et 1798 sont prénommées Geneviève...

Nouvelles constructions

Le Comte Farmain, futur maire s'est installé dans sa maison bourgeoise aux Casseaux ; les familles Coudray et Gagnant habitent au Préau ; le château s'est doté d'une Ménagerie (précurseur du zoo) qui est gardiennée.

Pierre Gérard
Atelier d'histoire Le Temps des Cerises
<http://histoiredevillebon.fr>